

TROP PEU D'ENFANTS
TROP DE FAMILLE

I

65

Le voyageur anglo-saxon bien éduqué, sophistiqué et cultivé des siècles passés, qui s'extasiait sur la place Saint-Marc, à Venise, parmi les ruines de Rome ou de Pompéi, sur les pentes du Vésuve ou devant la *Primavera* de Botticelli, ne pouvait ignorer les difficultés et les inconvénients de la vie quotidienne en Italie. Malgré toute la culture et le charme déployés par la grandeur du passé et la vitalité de la population, il fallait aussi supporter des routes épouvantables, un service imprévisible, une hygiène douteuse, des commerçants cupides, des voleurs astucieux... et des enfants, beaucoup d'enfants, certains riches et bien habillés, la plupart pauvres, parfois en haillons, grouillant dans les rues, jouant en plein air, aidant dans les magasins et les tavernes, riant, pleurant, chantant, colportant, mendiant, attirant l'attention des adultes, sans aucune retenue de la part de leurs parents. Trop d'enfants, c'était là en effet le signe sans équivoque de l'irresponsabilité des parents qui, selon les mots de Malthus, « mettent au monde des êtres humains aux besoins desquels ils ne peuvent subvenir¹ », un fait guère surprenant dans une société dominée par un clergé arriéré et des croyances superstitieuses.

Aujourd'hui, les descendants des mêmes voyageurs cultivés sont surpris d'apprendre que l'abondance d'enfants est un pâle souvenir du passé et que les Italiens modernes ont chaque année un nombre d'enfants qui, en rapport avec la taille de la population, est le plus bas du monde. En effet, la transition vers le nouveau millénaire a aussi été

1. Thomas R. Malthus, *Essai sur le principe de population*, Paris, Flammarion, 1992.

une transition de l'abondance à la pénurie : pénurie de ressources humaines, en particulier d'enfants et de jeunes, mais pas de ressources matérielles, dans la mesure où les Italiens sont aujourd'hui plus prospères qu'ils ne l'ont jamais été, à l'exception peut-être des *cives romani* d'il y a deux mille ans. Puisque, par profession, je manie les chiffres, que l'on me permette de commencer par en donner quelques-uns afin d'illustrer les dimensions de la transition.

66 Durant les années 1990, la population italienne, qui est actuellement de 57 millions, est restée pratiquement stationnaire, l'excès des décès sur les naissances ayant été compensé par l'immigration. Au cours des trente années de 1960 à 1990, la population avait augmenté de 6 millions, et de 9 millions au cours des trente années précédentes – entre 1930 et 1960. Donc, ce qui était une croissance rapide a été réduit à zéro aujourd'hui. Et qu'en est-il du futur ? Si l'on considère les trente prochaines années (2000-2030) – ce qui est une mesure pertinente puisqu'elle correspond approximativement à une génération, le temps qui sépare les parents et les enfants –, la population italienne pourrait baisser de 7 millions. Fait encore plus significatif, ce chiffre est la somme algébrique d'une croissance de 5 millions des personnes âgées de plus de 60 ans et d'un déclin de 12 millions des personnes âgées de moins de 60 ans. Ces prévisions sont fondées sur l'idée que le taux de fécondité va demeurer au niveau assez bas des quinze dernières années, que la durée de vie va s'allonger et que l'immigration sera nulle. Pour mettre ces chiffres en perspective, précisons que le cas italien n'est pas isolé, car l'Europe de l'Atlantique à l'Oural est en train de connaître une transition similaire : malgré deux guerres meurtrières et une émigration de masse, sa population s'est accrue de 150 millions de personnes au cours de la première moitié du siècle et encore de 180 millions au cours de la seconde moitié, pour atteindre le total actuel (2000) de 727 millions. Mais s'il faut en croire les prévisions actuelles des Nations unies, en 2050 la population européenne sera inférieure de 124 millions à son niveau actuel, alors que l'Amérique du Nord connaîtra une croissance de la même ampleur². Un huitième de ce déclin pourrait être attribuable à la croissance négative de la population italienne, qui représente moins de 1/12 de la population européenne.

Penchons-nous un instant sur la signification de ce changement. Au cours du XX^e siècle, les Italiens et les Européens se sont habitués à vivre

2. Organisation des Nations unies, *Population Prospects. The 2001 Revision*, New York, 2001.

dans des sociétés au développement rapide, au sein desquelles la population, la demande, la consommation, les investissements et la production ont été en expansion constante malgré des périodes de crise et de drame. Toute personne ayant la chance d'avoir atteint un âge avancé, et qui se tourne vers ses jeunes années, se rappelle une société moins peuplée, des villes plus petites et moins encombrées, des paysages plus vides, moins construits, une vie moins remplie de biens matériels. Cette image d'une société contemporaine dense et prospère et d'un passé comparativement plus vide est la conséquence de plus d'un siècle de croissance démographique et économique et est profondément enracinée dans la psychologie du monde occidental. Au cours du XX^e siècle en Italie, le volume de l'économie a été multiplié par dix-huit, le revenu par habitant par dix, et la population a presque doublé³. Des changements de même ampleur se sont produits dans le reste de l'Europe – un continent relativement petit où l'espace a été occupé de façon assez dense depuis très longtemps, ce dont les richesses naturelles ont beaucoup souffert. Il faut aussi garder un autre élément à l'esprit : l'Europe, en particulier l'Italie, est sur le point d'entrer dans une phase historique de déclin des ressources humaines ; c'est la première fois que cela se produit depuis la révolution industrielle, et cela représente une expérience totalement nouvelle pour laquelle le passé n'offre aucun guide.

67

II

Avant d'aborder le cœur du problème, j'aimerais discuter brièvement un autre aspect de la question. Un déclin soutenu de la population est-il vraiment une mauvaise chose ? Beaucoup pensent que l'Italie serait un endroit plus agréable avec une population moins nombreuse, des paysages moins encombrés, des villes moins denses, des collines descendant vers les côtes sans buter sur les obstacles artificiels construits par l'homme. En 1961, il y avait dans le pays 14,2 millions d'unités d'habitation, et dans le récent recensement ce chiffre aura à peu près doublé ; de même, la surface de terrains développés à des fins non résidentielles a aussi probablement plus que doublé. Les activités humaines sont vraiment en concurrence avec l'environnement naturel, et la notion que l'Italie s'en tirerait beaucoup mieux avec une population plus petite est

3. Angus Maddison, *Monitoring the World Economy, 1820-1992*, Paris, OCDE, 1995.

très répandue. Mais le problème n'est pas de savoir s'il existe une taille de population optimum – c'est là une question que les théoriciens ont souvent discutée sans jamais la résoudre – et si cet optimum ne serait pas beaucoup plus bas que le chiffre actuel. C'est là, en effet, une question philosophique à propos de laquelle les positions légitimes de ceux qui préfèrent la plus grande disponibilité possible d'espace naturel et de silence et de ceux qui préfèrent un mode de vie en contact physique avec d'autres êtres humains ne peuvent être réconciliées. Kostolglotov, le héros du roman de Soljenitsyne, *Le Pavillon des cancéreux*, ne remarque-t-il pas : « Les gens se font une idée fausse de ce qui est beau et de ce qui est laid. Vivre dans une cage de cinq étages, où les gens marchent d'un pas lourd au-dessus de votre tête et où les radios beuglent de tous les côtés, ils trouvent cela beau. Par contre, vivre comme un paysan dans la profondeur de la steppe, ils considèrent cela comme le plus grand des malheurs⁴ » ? La question n'est donc pas de savoir si l'Italie (ou tout autre pays) serait un endroit plus agréable avec 10 ou 20 ou 30 millions d'habitants en moins, mais si un déclin rapide de la population peut être soutenu pendant longtemps sans un appauvrissement général de la société.

En d'autres termes, la question n'est pas de savoir si une petite population est mieux qu'une grande, mais de savoir si l'on peut passer d'une grande à une petite population sans payer un prix insupportable. Un déclin rapide, tel que celui inscrit dans les tendances démographiques actuelles, ne peut pas être soutenu longtemps dans plusieurs domaines : bio-démographique, économique, social, politique. Du point de vue bio-démographique, si le taux actuel de fécondité reste constant, cela implique, à long terme, une division de moitié de la population italienne tous les quarante ans. D'ici trente ans, les femmes âgées de plus de 80 ans seraient plus nombreuses que les jeunes filles non pubères, et celles âgées de plus de 70 ans seraient plus nombreuses que les jeunes femmes de moins de 30 ans. En effet, l'hypothèse d'un déclin de 7 millions au cours des trente prochaines années implique un vieillissement très rapide de la population et sera, comme nous l'avons déjà vu, la somme algébrique d'une croissance de 5 millions des personnes âgées de plus de 60 ans et d'un déclin de 12 millions de celles âgées de moins de 60 ans. Ce processus rapide de vieillissement signifie que les mécanismes actuels de transferts intergénérationnels ne pourront être soutenus économique-

4. Alexandre Soljenitsyne, *Le Pavillon des cancéreux*, Paris, Presses Pocket, 1980.

ment, puisqu'ils impliquent un mouvement de ceux, en baisse, qui produisent et paient des impôts vers ceux, en hausse, qui sont à la retraite et fragiles ; il limitera sans doute également la productivité et retardera la croissance. Enfin, dans le domaine social et politique, une pyramide d'âge inversée causerait un ralentissement énorme de l'innovation et de la mobilité ; les réseaux familiaux seraient plus faibles avec moins de branches ; les décisions politiques seraient concentrées de plus en plus entre les mains des personnes âgées. Évidemment, les sociétés peuvent s'adapter et s'ajuster aux changements mais, dans le cas italien, ceux-ci pourraient être si rapides que les ajustements seraient sans effet. C'est pourquoi la baisse démographique n'est pas soutenable.

III

69

Combien sont ces enfants si peu nombreux qu'ont les Italiens ? Une mesure conventionnelle utilisée par les démographes est le nombre moyen d'enfants par femme, en supposant qu'aucune femme ne meurt avant la fin de sa période de reproduction. Le taux de fécondité de remplacement – le nombre d'enfants nécessaires pour remplacer entièrement une génération par une autre, sans gains ni pertes – se situe à une petite fraction au-dessus de 2 enfants par femme, ce qui est plus ou moins le taux de fécondité actuel des femmes américaines. La fécondité est beaucoup plus faible en Europe, entre 1,5 et 1,6, et il y a des variations au sein même de l'Europe, avec deux catégories de pays identifiables. La France, le Royaume-Uni et une partie de la Scandinavie se situent à environ 2 ou 3 dixièmes de point au-dessus de la moyenne, tandis que le reste de l'Europe (je laisse de côté la Russie et les pays voisins, profondément troublés par le choc de la transition) se trouve à 2 ou 3 dixièmes de point en dessous. Au cours de la dernière décennie, l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne se sont fait concurrence pour atteindre le taux de fécondité le plus bas, l'Italie l'emportant la plupart du temps. Pour les femmes italiennes nées au début des années soixante, on estime qu'à la fin de leur période reproductive – qui n'est pas très loin – celles sans enfants ou avec un seul enfant seront plus nombreuses que celles ayant 2 enfants ou plus. On note aussi des variations entre les différentes régions : alors que le taux de fécondité total dans le Nord et le Centre est autour de 1, celui du Sud reste autour de 1,5. Il faut aussi ajouter que ce taux de fécondité très bas des dernières trente années a coïncidé avec une tendance à avoir le premier enfant plus tard : en Italie, l'âge moyen

des femmes à la naissance de leur premier (et souvent seul) enfant est passé de moins de 25 ans au début des années soixante-dix à 28 ans en 1997.

70 Les enfants italiens arrivent donc en nombre plus limité et plus tard dans la vie de leurs parents. J'ai déjà expliqué que la situation actuelle ne peut être maintenue pendant très longtemps. Mais j'aimerais reconsidérer cette question sous un angle différent. Il existe, entre les parents et les enfants, une différence approximative de trente ans. Pour simplifier l'argument, supposons que les gens âgés de 30 ans sont parents d'enfants de moins de 1 an et que les personnes âgées de 60 ans sont les parents d'adultes de 30 ans et les grands-parents d'enfants de moins de 1 an. Des calculs plus précis ne modifieraient pas fondamentalement la signification de cet exemple. En 2000, en Italie, il y avait 520 000 enfants de moins de 1 an, 920 000 parents âgés de 30 ans et 730 000 grands-parents âgés de 60 ans. Pour chaque centaine d'enfants, il y avait 177 parents et 140 grands-parents. Dans le Nord et le Centre du pays, où le déclin des taux de fécondité s'est produit plus tôt et est plus marqué, pour chaque centaine d'enfants il y avait 200 parents et un nombre approximativement égal de grands-parents. Afin de maintenir le fonctionnement de la société sans changement, chaque nouveau-né devra, dans l'espace d'une génération, assumer le rôle de deux adultes – dans le processus de production, sur le marché du travail, dans les activités sociales, la vie culturelle, les relations familiales. Il est concevable que, d'ici trente ans, une personne puisse faire le travail de deux dans le secteur manufacturier ou dans les activités tertiaires hautement spécialisées, même si cela implique une hausse extrêmement forte et soutenue de la productivité (2,5 % par an) et du progrès technique. Mais il est très peu probable que cela puisse se produire dans le secteur des services – en particulier la santé, l'éducation, les loisirs, etc. – où la croissance de la productivité est faible et où les technologies ne sont pas d'une grande aide. Au début du nouveau siècle, les nouvelles générations vont donc se trouver confrontées à une série d'obligations et de défis : elles devront prendre la place des adultes beaucoup plus nombreux qui produisent actuellement les biens formant le PNB si révérent de la nation ; elles devront soutenir le poids des transferts vers le nombre croissant de personnes âgées ; elles seront peut-être même appelées à redresser l'équilibre reproductif dangereusement déformé par leurs parents qui aimaient trop leur enfant unique, le *figlio unico* ; enfin, elles seront appelées à s'occuper de leurs propres parents vieillissants. Et tout cela se produira dans un monde de plus en plus compétitif, où les « niches »

traditionnelles et stables sur le marché du travail (pour ceux qui connaissent l'italien, le mythique *posto di lavoro*) seront de moins en moins nombreuses.

Beaucoup prédisent également que les nouvelles générations auront un niveau de vie inférieur à celui de leurs parents, renversant une tendance séculaire d'amélioration continue d'une génération sur l'autre. Cela est sans doute erroné. D'ici quelques années, les nouveaux entrants sur le marché du travail seront substantiellement moins nombreux qu'aujourd'hui (puisque, il y a vingt ans, le taux de fécondité était plus élevé), et cela aura des effets bénéfiques sur le taux de chômage élevé des jeunes ; les entrants moins nombreux, s'ils sont plus productifs (et ils devront l'être), gagneront plus. Mais le maintien ou l'amélioration du niveau de vie devra être payé avec plus de travail, plus de compétition, moins de sécurité, moins de programmes sociaux, des hauts et des bas, et un nombre en augmentation de gagnants, mais aussi de perdants.

71

Afin de relever ce défi, il existe deux stratégies complémentaires : plus d'éducation et d'investissements pour la jeunesse, et « moins de famille » – ou, pour être plus précis, moins de liens étroits entre les générations de parents et d'enfants.

IV

Le moment est venu de poser une question cruciale : pourquoi la fécondité est-elle si faible en Italie ? Les raisons de la baisse contemporaine de la reproduction sont relativement bien comprises, et nous ne les développerons pas longuement ici. Les économistes – qui sont très forts pour économiser les mots et rationaliser les paradigmes – diront sans doute que les enfants sont le résultat d'un calcul coût/bénéfice et que, dans les sociétés modernes ou post-modernes, leur coût comparé à celui d'autres biens et options s'est accru, tandis que leur rendement économique pour les parents (tel que l'aide qu'ils peuvent en attendre lorsqu'ils seront vieux) a diminué. On peut tout à fait adopter ce paradigme, à condition d'accepter l'idée que les concepts de coût et de bénéfice doivent intégrer tous les aspects des rapports entre parents et enfants tels qu'ils se sont développés au cours de centaines de milliers d'années d'évolution, et ne pas oublier non plus que ces concepts sont une combinaison d'éléments biologiques, spirituels et culturels dont la définition et la mesure sont, pour le moins, très imparfaites.

Cela étant dit, qu'y a-t-il de si spécial à propos de la situation italienne ? Deux groupes de facteurs liés entre eux sont ici pertinents. Le premier est la rapidité du changement social au cours des dernières décennies ; le second concerne les mécanismes particuliers qui déterminent la lenteur avec laquelle les jeunes quittent le foyer familial – c'est le « trop de famille » qui forme la seconde partie du titre de cet article. Ces deux groupes de facteurs sont certainement familiers à ceux qui connaissent quelque peu le pays, mais je vais m'arrêter plus sur le second que le premier, car son rapport avec le faible taux de fécondité est moins évident et plus complexe.

72 L'Italie – mais cette analyse est également valable pour la péninsule Ibérique – a connu un processus de changement très rapide au cours des dernières décennies. Je fais ici référence au changement social et culturel plutôt qu'économique. Le réveil politique des jeunes dans les années soixante et la force du mouvement féministe des années soixante-dix ont précipité en l'espace de quelques années une série de changements dans la législation – y compris de nombre de lois instaurées sous le fascisme. L'interdiction des moyens de contrôle de naissance n'a été levée et la vente de contraceptifs autorisée qu'en 1969, et le divorce n'a été reconnu par la loi qu'en 1970. Mais quelques années seulement plus tard, en 1978, l'avortement a été légalisé et libéralisé, et en 1981 une large majorité d'électeurs a rejeté la proposition d'abrogation de cette loi proposée par référendum. Tout cela s'est déroulé sous le regard relativement distrait du Vatican et des gouvernements d'obédience catholique. La croissance de la participation des femmes au marché du travail a également été très rapide, et des tendances qui, dans d'autres sociétés, se sont développées lentement sur près d'un siècle, ont été compressées sur deux ou trois décennies en Italie. Entre 1970 et 2000, la force de travail féminine s'est accrue de 70 %, tandis que la force de travail masculine restait inchangée ; les femmes constituent désormais environ 40 % de la force de travail totale.

Cette révolution des valeurs, des attitudes et des comportements s'est produite dans une société qui, sous d'autres aspects, est demeurée assez statique ou s'est ajustée très lentement. L'organisation du temps reste chaotique : les horaires et les vacances scolaires sont en contradiction avec le rythme du travail ; la mobilité spatiale est difficile et coûteuse ; l'investissement social (bibliothèques, lieux de réunions, structures sportives et de loisirs) pour les enfants et les jeunes est négligé ; la division sexuelle des tâches au sein de la famille demeure fortement asymétrique ; le marché du travail offre peu de possibilités à la mère de famille qui a besoin d'un emploi flexible ou à mi-temps. Le retard de

l'ajustement sociétal a accru les pressions sur le temps et l'énergie des parents – et particulièrement des femmes. Le renvoi à plus tard de la décision d'avoir des enfants et la réduction de leur nombre peuvent être compris comme le résultat de cet ensemble d'évolutions.

Le second groupe de facteurs qui explique le taux de fécondité concerne la notion de « trop de famille » qui est la cause et la conséquence de ce que j'ai appelé le « syndrome du renvoi » (*sindrome del ritardo*), typique de la société italienne. Ce syndrome pousse à renvoyer à une période plus tardive de la vie l'appropriation de toutes les responsabilités qui font d'une personne un adulte indépendant et autonome, capable de prendre toutes les décisions fondamentales qui le ou la concernent, comme celle de commencer une relation stable ou d'avoir des enfants. La reproduction est un processus qui commence avec la maturité sexuelle et se termine avec la perte de la capacité de concevoir. Une des grandes tendances de l'histoire démographique et sociale de l'Europe dans la période moderne a été le report graduel de l'âge auquel la reproduction se produisait – d'un âge suivant tout juste la puberté, comme cela était le cas pour les jeunes filles toscanes du XV^e siècle, à un âge beaucoup plus élevé qui, pour une majorité de femmes italiennes aujourd'hui, est proche de 30 ans. Ce processus de report graduel s'est accéléré au cours des vingt dernières années, comme l'illustrent bien les recensements, les enquêtes et les analyses sociologiques et démographiques, tout comme la perception ordinaire des choses. Cette très riche documentation – et je ferai référence ici en particulier à l'enquête de 1996 sur la fécondité prenant en compte un large échantillon de femmes et d'hommes – met en lumière deux aspects importants, sans la moindre équivoque. Le premier concerne les aspirations des jeunes : presque tous les hommes et les femmes espèrent et désirent avoir au moins un enfant et, en moyenne, en aimeraient deux ; cependant leurs décisions dans le domaine de la reproduction semblent être l'aboutissement d'une série d'étapes qu'il faut franchir dans l'ordre. Le second est le renvoi dans le temps, pour les jeunes générations, de l'âge auquel elles terminent leurs études, entrent sur le marché du travail, trouvent un emploi stable, un logement, quittent leur famille, commencent une vie de couple. Chaque étape est la condition de la suivante, et toutes doivent être accomplies avant de prendre la décision d'avoir un enfant⁵.

5. Paolo De Sandre, Fausta Ongaro, Rosella Rettaroli et Silvana Salvani, *Matrimonio e figli tra rinvio e rinuncia*, Bologne, Il Mulino, 1997.

Considérons le premier aspect : s'il est vrai que tout le monde ressent le désir de devenir parent, il est tout aussi vrai que ce désir est soumis à une série de conditions. Les enquêtes montrent que les jeunes femmes et les jeunes hommes pensent qu'ils doivent avoir terminé leurs études ; qu'ils doivent avoir un emploi à plein temps et un vrai logement confortable ; qu'ils doivent avoir une relation stable, et cela signifie presque toujours le mariage. La voie qui mène à la reproduction est la construction graduelle de la stabilité. La grande différence avec le passé n'est pas tant que la stabilité semble nécessaire pour avoir un enfant, mais plutôt que cette stabilité est maintenant construite graduellement, lentement, et donc plus tard dans la vie. Pour la génération d'Italiens nés dans les années 1940, quitter la maison des parents, commencer une carrière, initier une relation sexuelle et se marier étaient souvent des événements contemporains, qui coïncidaient dans le temps. Et c'est là qu'apparaît le second aspect de la question : les enquêtes montrent que ces aspirations échelonnées sont en fait mises en pratique. Des données comparant l'expérience de jeunes femmes âgées de 25 ans appartenant à deux cohortes différentes – la première étant née dans les années 1950, la seconde dans les années 1970 – illustrent bien ce phénomène. Pour la première cohorte née dans les années cinquante, à 25 ans les deux tiers avaient un emploi, comparé avec la moitié pour la cohorte née dans les années soixante-dix ; les trois quarts de la première cohorte étaient indépendants de leurs parents et la moitié avaient déjà un enfant, comparé avec un tiers et un dixième de la cohorte plus jeune. Si l'on place le point de comparaison à un âge plus élevé, on constate les mêmes retards, et le phénomène est similaire pour les hommes : 50 % vivent encore chez leurs parents à 30 ans.

On pourrait facilement citer d'autres données qui vont toutes dans la même direction, mais celles-ci suffisent pour illustrer le fait que, au cours des deux dernières décennies, un nouveau modèle de vie s'est développé. Selon ce modèle, l'achèvement des études des deux partenaires est une exigence pour entrer sur le marché du travail ; un emploi à plein temps et un logement (qui exigent des ressources, car les trois quarts des foyers italiens possèdent leur logement) sont des préalables nécessaires pour quitter la maison des parents ; et quitter la maison des parents est la condition pour prendre des décisions concernant les relations de couple, le mariage, la grossesse. Chacune de ces étapes prend plus de temps que dans le passé : les études se sont allongées non seulement parce que plus de jeunes accèdent à l'enseignement supérieur, mais aussi à cause de la désorganisation du système éducatif et du poids

excessif des programmes ; la durée d'attente pour obtenir un emploi est plus longue à cause de la rigidité du marché du travail et du taux de chômage élevé ; il faut plus de temps pour acheter une maison car cela coûte plus cher ; arriver à la décision d'avoir un bébé prend également plus longtemps du fait de la médicalisation presque pathologique de la grossesse. La combinaison de ces retards implique, pour un nombre croissant de couples, que la décision d'avoir un premier ou un second enfant – peu importe qu'il soit désiré ou planifié – est prise à un stade avancé du cycle reproductif, et que, pour certains, ces projets ne se réalisent pas à cause de problèmes d'infécondité, ou à cause de l'instabilité ou de la rupture du couple, ou par suite de la réalisation que les coûts physiologiques ou psychologiques d'une grossesse sont plus lourds que prévu.

75

V

La famille joue un rôle important dans le développement du « syndrome du renvoi ». D'un côté, elle permet aux jeunes de repousser à plus tard le passage à l'âge adulte, mais, de l'autre, elle en est aussi la victime. Deux éléments cruciaux permettent de saisir ce phénomène. Le premier est économique, le second relève des comportements. On peut résumer ainsi l'élément économique : les transferts publics en faveur des jeunes (pour la santé, l'aide sociale et, surtout, l'éducation) sont les plus bas d'Europe. La comptabilité générationnelle fait apparaître le solde entre le montant des impôts payés et des prestations reçues pour chaque tranche d'âge : le solde est positif pour les jeunes et les personnes âgées (ils reçoivent plus qu'ils ne paient) et négatif pour les adultes et les personnes d'âge mûr. Les transferts nets deviennent négatifs assez tôt dans la vie, à 18 ans, et redeviennent positifs après 60 ans⁶. Aux États-Unis, par exemple, les transferts nets demeurent positifs jusqu'à 23 ans et certaines données indiquent que c'est aussi le cas dans d'autres pays développés. Le désavantage pour l'Italie est dû principalement à de très faibles dépenses pour l'éducation, qui n'atteignent que 4,8 % du PIB, contre 6-7 % aux États-Unis, en France ou en Espagne. Les dépenses concernant les infrastructures pour les enfants et les jeunes – écoles, aires de jeux, bibliothèques et centres sociaux, installations sportives et de loisirs – sont très inférieures à celles des autres pays européens. Tout ce qui

6. ISAE, « I conti generazionali dell'Italia », *Rapporto trimestrale*, octobre 1999.

n'est pas donné par la communauté doit être fourni, d'une façon ou d'une autre, par la famille qui bouche les trous. Sinon, c'est la rue, la paroisse ou le café du coin. D'un autre côté, la rigidité bien connue du marché du travail, l'absence d'emplois à temps partiel ou saisonniers pour les jeunes, le coût élevé du travail pour les employeurs et, en général, les réglementations qui découragent des expériences précoces et souvent précieuses du monde du travail, chargent la famille de responsabilités supplémentaires pour leurs enfants. Et quand l'enfant devenu adulte, avec déjà les tempes grises et un début de calvitie, est enfin prêt à partir, c'est souvent la famille qui puise dans ses économies pour lui acheter un appartement ou lui fournir la mise de départ pour obtenir un prêt immobilier (jusqu'il y a quelques années, environ 50 % du coût total).

76 Le phénomène que je viens de décrire brièvement a des implications culturelles et de comportement. Les jeunes – je ne parle pas des adultes de 30 ans, mais des adolescents ou des jeunes d'une vingtaine d'années – ont établi un compromis confortable avec leurs parents, et jouissent d'une très grande liberté, à l'égal de ce qui se passe dans d'autres sociétés européennes modernes. Ils sortent quand ils le veulent, partent en vacances avec leurs fiancés, passent la nuit dehors, etc. Ceux qui ont un revenu et habitent chez leurs parents sont nourris, logés et reçoivent d'autres services gratuitement : leur niveau de vie est donc très élevé. Ils ne quittent pas le foyer familial avant d'avoir une profession bien établie. Le passage à la vie adulte implique une baisse du niveau de vie que beaucoup ne sont pas très heureux de subir⁷.

Les familles, en Italie, sont traditionnellement fortes, même dans les milieux intellectuels. Je n'ai jamais encore rencontré de déclarations aussi cyniques que celle de Michel de Montaigne : « J'ai perdu deux ou trois enfants qui avaient été donnés en charge à une nourrice, avec quelque regret, mais sans beaucoup de peine⁸. » Ou de Jean-Jacques Rousseau, qui note dans ses *Confessions* : « Mon troisième enfant fut envoyé aux enfants trouvés, tout comme les deux premiers ; j'ai fait de même avec les deux suivants, car j'en ai eu cinq en tout. Cet arrangement me semblait si bon, si raisonnable et légitime que si je n'ai jamais manifesté ma satisfaction en public c'était par attention pour leur

7. Alessandro Cavalli, « The delayed entry into adulthood : is it good or bad for society ? », in J. Machado et L. Crisholms (dir.), *Jovenes en mudança*, Lisbonne, Editorial do Instituto de ciencias sociais da universidade de Lisboa, 1997.

8. Philippe Ariès, *L'Enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime*, Paris, Éd. du Seuil, 1973, p. 60.

mère⁹. » Mais, sous la pression du changement social, le familialisme traditionnel italien a pris une nouvelle direction : au lieu d'« élargir » et d'étendre le soutien, la dévotion, la solidarité à un grand nombre d'enfants et de parents, il a tendance à avoir une action « en profondeur », protégeant et soutenant de façon prolongée les enfants adultes et retardant leur départ du nid familial.

Le fonctionnement particulier des familles italiennes au début de ce siècle a poussé encore plus au déclin du taux de fécondité. Les investissements publics pour les enfants et les jeunes sont bas ; la famille doit boucher beaucoup de trous ; le passage à l'indépendance et à l'autosuffisance est retardé ; l'heure des décisions est repoussée ; les projets et les aspirations concernant les grossesses sont révisés à la baisse. Parce que la dépendance des enfants se prolonge – et que leur entretien est donc plus coûteux –, les couples ont un ou deux enfants au lieu de deux ou trois. Ainsi les comptes de la famille retrouvent leur équilibre : en effet, les individus savent bien, en général, ce qui est bon pour eux. Malheureusement, ce qui est bon pour les individus n'est pas toujours bon pour la société, et c'est ce problème complexe et délicat que je voudrais maintenant aborder.

77

VI

La notion selon laquelle les comportements démographiques actuels, s'ils se perpétuent, vont sérieusement endommager le tissu social italien fait peu à peu son chemin. Cependant, la politique démographique fasciste des années trente continue de peser de façon négative sur l'opinion publique, et nombreux sont ceux qui pensent qu'il vaut mieux que les pouvoirs publics ne s'occupent pas des problèmes de population. Mais le climat est en train de changer alors que les Italiens, comme les autres Européens, sont en train d'admettre que la crise de l'État-providence et la baisse des prestations généreusement distribuées par les pouvoirs publics sont étroitement liées à l'évolution démographique. En Italie, comme ailleurs en Europe, la législation sociale généreuse fut instaurée au cours du quart de siècle après la Seconde Guerre mondiale, alors que les économies se développaient rapidement, le nombre d'ouvriers payant leurs cotisations était en expansion et le nombre de bénéficiaires

9. Jean-Jacques Rousseau, *Les Confessions*, Paris, Gallimard, vol. 2, p. 101-102.

limité. La baisse du taux de natalité et le vieillissement rapide de la population au cours des deux ou trois dernières décennies ont changé le contexte dans lequel les règles avaient été établies. Entre 1970 et 2000, le pourcentage de la population italienne âgée de plus de 65 ans est passé de 11 à 18 %; en 2030, il s'approchera de 30 %. L'opinion publique est en train de comprendre que, si l'âge du départ à la retraite s'allonge, les prestations sont réduites et la couverture est limitée, tout cela a à voir avec la démographie. Mais beaucoup croient encore que des forces spontanées surgiront peut-être pour corriger ces tendances négatives. Peut-on réellement l'espérer ?

78 Dans son discours présidentiel à la *Population Association of America*, en 1986, Paul Demeny, démographe et économiste réputé, a émis des doutes sur le fait que la « main invisible » – dont Adam Smith reconnaissait l'opération dans les comportements économiques humains – opérerait aussi dans les questions relatives à la population¹⁰. La population n'est pas un marché parfait, sur lequel on peut acheter, vendre ou échanger des enfants en fonction des besoins; en fait, l'idée que la « main invisible » puisse mener les individus à un comportement démographique collectif harmonieux est illogique. Demeny faisait observer : « La question n'est pas combien d'enfants les couples décident d'avoir pour eux-mêmes; on peut considérer comme axiomatique qu'ils décideront ce qui est le mieux pour eux, étant donné les circonstances. La question est comment chacun de nous aimerait que les autres se comportent dans le domaine des choix démographiques pour notre propre bien, quelle que soit la définition que nous donnions de celui-ci¹¹. »

Les enfants sont le résultat de choix privés et génèrent des coûts et des bénéfices privés. Mais ils représentent aussi un bien public, parce qu'ils seront amenés à accomplir des actions qui profiteront à tous : dans leur ensemble, ils assurent la continuité de la société. C'est là la base morale et politique qui justifie l'adoption de mesures publiques dans le cadre et les limites établis par les règles démocratiques libérales du monde occidental. On pourrait également évoquer le principe de responsabilité développé par Hans Jonas à propos du comportement humain et du monde naturel : « Dans vos choix présents incluez la tota-

10. Adam Smith, *Enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Paris, PUF, 1995.

11. Paul Demeny, « Population and the "Invisible Hand" », *Demography*, 23 (4), 1986.

lité de l'homme parmi les objets de votre volonté¹². » Cette « totalité » serait probablement compromise par un rapide déclin de la population pour les raisons que j'ai déjà évoquées.

Personne ne sait si l'action gouvernementale est efficace pour transformer les comportements démographiques. L'expérience du siècle passé dans le monde occidental est peu concluante. Mais cela n'est pas une raison suffisante pour ne pas essayer de suivre trois principes. Le premier appelle une plus grande équité. Dans l'état actuel des choses dans les pays européens, et en particulier en Italie, la façon dont les transferts publics sont distribués entraîne des conséquences négatives : les couples s'en tirent mieux s'ils ont moins d'enfants que la moyenne. La conséquence est ce que j'appellerais une « tendance à la fécondité négative », qui maintient le taux de fécondité au niveau actuel très bas et empêche une possible reprise. Le deuxième principe est lié au premier et exige des investissements plus importants dans et pour les enfants et les jeunes. Dans la mesure où ils sont en train de devenir une ressource rare, il faut investir plus pour les aider, en particulier (mais pas seulement) dans l'éducation. Le troisième principe exige de lancer une guerre contre le « syndrome » qui retarde le passage à l'âge adulte et repousse à plus tard les responsabilités qui viennent avec, y compris celle de devenir parent.

79

VII

Dans le roman de Tomasi di Lampedusa, *Le Guépard*, le prince de Salina remarque : « Nous pourrions à la rigueur nous inquiéter pour nos fils, peut-être nos petits-fils ; mais au-delà de ce que nous pouvons caresser de nos propres mains, nous n'avons pas d'obligations. Et je ne peux guère me préoccuper de ce que seront mes éventuels descendants en l'an 1960¹³. » Le prince de Salina était sage, il savait que son monde était en train de s'écrouler, et il n'avait ni curiosité ni désir pour le futur. Mais nous, qui ne sommes pas princes, devons faire un effort et nous préoccuper de l'année 2060.

Traduit de l'anglais par Isabelle Richet

12. Hans Jonas, *Il principio di responsabilità*, Turin, Einaudi, 1990.

13. Tomasi di Lampedusa, *Le Guépard*, Paris, Éd. du Seuil, 1996, p. 41.

R É S U M É

80 Cet article présente une analyse démographique, sociologique et économique du taux extrêmement bas de fécondité en Italie, ainsi que ses implications pour le système de transferts sociaux. Un des aspects particuliers de la situation italienne est ce que l'auteur appelle le « syndrome du renvoi » chez les jeunes, c'est-à-dire leur passage graduel et très lent à l'état d'adultes. Des choix essentiels – comme former un couple et avoir des enfants – sont repoussés à une phase bien plus tardive de la vie par rapport à la génération de leurs parents, et seulement après qu'une série d'étapes eurent été franchies – souvent dans un ordre strictement chronologique – telles que l'achèvement des études, l'entrée sur le marché du travail, l'acquisition d'une source stable de revenu et d'un logement décent. Le contexte social et économique des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix a fortement ralenti ce processus. L'auteur appelle à mener une guerre contre le « syndrome » qui retarde le passage à l'âge adulte et la prise de responsabilités telle que la décision d'avoir des enfants, car c'est là, à ses yeux, la pré-condition d'une reprise de la fécondité.

Cet article a été publié sous le titre « Too few children and too much family » dans la revue *Daedalus* que nous remercions pour son aimable autorisation (*Daedalus*, vol. 130, n° 2, printemps 2001).

R É F É R É N C E S
C O M P L É M E N T A I R E S

- A. Cavalli, et A. De Lillo (dir.), « Giovani anni '90 », *Terzo rapporto sulla condizione giovanile in Italia*, Bologne, Il Mulino, 1993.
 ISTAT, *Previsioni della popolazione residente per sesso, età e regione. Base 1996*, Rome, 1997.
 Massimo Livi Bacci, « Dall'abbondanza alla scarsità. Le popolazioni d'Italia et d'Europa al passaggio del millenio », *Il Mulino*, n° 6, 1997.
 Organisation des Nations unies, *World Population Prospects. The 1998 Revision*, New York, 1999.
Replacement Migration, New York, 2000.